Zuma (Afrique du Sud) appelle à “l’expropriation des fermiers blancs sans compensation”

04/03/2017 à 17h33

Le président Jacob Zuma a appelé le Parlement à modifier la constitution sud-africaine pour permettre l’expropriation des terres détenus par les blancs sans compensation.

M. Zuma, âgé de 74 ans, qui a fait ces remarques dans un discours d’hier, a déclaré qu’il voulait établir un «audit foncier pré-colonial des modes d’occupation des terres et d’occupation» avant de changer la loi.

“Nous devons accepter la réalité que ceux qui sont au Parlement où les lois sont faites, en particulier les partis noirs, devraient s’unir parce que nous avons besoin d’une majorité des deux tiers pour apporter des changements à la constitution”, at-il dit.

M. Zuma, qui est passé d’un scandale à un autre depuis son élection en 2009, a adopté un ton plus populiste depuis que son parti au pouvoir, le Congrès national africain (ANC) a subi le pire résultat électoral en août dernier depuis la fin de l’apartheid en 1994.

Le parti a perdu le centre économique de Johannesburg, la capitale Pretoria et la ville côtière de Port Elizabeth au parti de l’Alliance démocratique modérée, qui gérait déjà la ville du Cap.

Les propos de M. Zuma ont causé l’indignation parmi les

groupes représentant les agriculteurs afrikaners vendredi.

Le Boer Afrikaner Volksraad, qui prétend représenter 40.000 membres, a déclaré que ses membres prendraient une expropriation de terre sans compensation comme «une déclaration de guerre».

“Nous sommes prêts à nous battre”, a déclaré Andries Breytenbach, le président du groupe. «Nous avons besoin d’une médiation urgente entre nous et le gouvernement. “Si cela commence, cela se tranformera en une guerre raciale que nous voulons empêcher.”

The Telegraph